



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

AVIS DE VACANCE DE POSTE (CADRE ORGANIQUE) N°: IRC2669

Date de publication: 13 novembre 2014

Date limite de dépôt des candidatures: 11 décembre 2014

TITRE FONCTIONNEL:	Juriste	CLASSE:	P-3
		LIEU	Santiago (Chili)
		D'AFFECTATION:	
UNITE ADMINISTRATIVE:	Sous-Division droit et développement (LEGN)	DUREE *:	de durée déterminée: deux ans
	Bureau des affaires juridiques et de l'éthique (LEG)	N° DU POSTE:	2002751
		CODE CCGP:	1.G.02

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Le titulaire du poste pourra être réaffecté à d'autres activités et/ou lieux en fonction des besoins de l'Organisation.

Cadre organisationnel

Le Bureau du Conseiller juridique veille à ce que les activités de l'Organisation soient menées en conformité avec son Acte constitutif et les autres Textes fondamentaux de l'Organisation, d'une manière cohérente avec son statut d'organisation intergouvernementale du système des Nations Unies, et à ce que ses relations avec les gouvernements, les organisations et les individus aient une solide assise juridique.

Le/la titulaire du poste travaille à Santiago (Chili), au sein du Bureau juridique de la FAO, qui fournit des services consultatifs juridiques aux gouvernements dans les domaines des terres, des eaux, des pêches, des plantes, des animaux, des aliments, des forêts, de la flore et de la faune sauvages et des parcs nationaux ainsi que de l'environnement et de la diversité biologique, sans oublier les questions agricoles générales (institutions, commerce, réformes économiques).

Position hiérarchique

Le/la juriste rend compte au juriste principal de la Sous-Division droit et développement, Chef de la Sous-Division droit et développement (LEGN), et est placé(e) sous la supervision directe d'un cadre de la Sous-Division.

Domaine de spécialisation

Législation relative au développement, y compris les activités juridiques, les recherches et les questions connexes ayant trait aux activités et mandat de l'Organisation liés à l'alimentation et l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles renouvelables, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts.

Résultats essentiels

La fourniture d'avis juridiques sur des questions en rapport avec le mandat de l'Organisation.

Fonctions essentielles

- Effectuer des recherches et des analyses juridiques approfondies et préparer des études ayant trait à la législation internationale, publique, privée, administrative et/ou relative au développement, mener des études comparatives, rédiger des notes d'information, des rapports et de la correspondance;
- Entreprendre un examen approfondi de documents ou d'instruments juridiques, ou d'autres matériels;
- Préparer ou appuyer la préparation de documents de travail, d'études, de rapports, de textes législatifs et de commentaires connexes;
- Préparer, ou appuyer la préparation d'avis juridiques sur une vaste gamme de thèmes de droit international public ou de législation relative au développement, y compris, entre autres, des questions ayant trait aux privilèges et aux immunités, à la primauté du droit, aux tribunaux internationaux, aux problèmes institutionnels, au droit des traités et à la pratique en la matière et aux questions de procédure soulevées pendant les réunions des organes directeurs de la FAO;
- Participer, selon les besoins, à des groupes de travail, réunions, séminaires et conférences.

Fonctions spécifiques

- Aider à conseiller les gouvernements membres des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en matière de législation relative au développement, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques et institutionnels de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la gestion de l'agriculture et d'autres ressources naturelles renouvelables, y compris en appuyant la mise en œuvre des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts;
- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets de terrain dans les domaines de travail susmentionnés dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Mener des missions de conseil en rapport avec les projets de terrain dans les domaines de travail susmentionnés, notamment dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Contribuer à la fourniture d'avis juridiques et d'informations générales pertinentes aux divisions techniques de la FAO dans les domaines susmentionnés de législation relative au développement;
- Répondre aux demandes d'information sur le droit national et international en rapport avec les domaines de travail susmentionnés, et qui intéressent les pays d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Contribuer à la mise en œuvre de politiques de la FAO tenant compte des questions d'égalité entre les sexes, y compris

dans les domaines de travail susmentionnés.

Les candidats seront sélectionnés en fonction des critères ci-après:**Conditions minimales à remplir**

- Diplôme universitaire supérieur de droit
- Cinq ans d'expérience juridique pertinente dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, des ressources naturelles ou de la législation relative au développement
- Connaissance courante de l'anglais et de l'espagnol

Compétences

- Être axé sur les résultats
- Esprit d'équipe
- Communiquer
- Établir des relations constructives
- Partage des connaissances et amélioration continue

Qualifications techniques/fonctionnelles

- Une expérience dans plus d'un lieu d'affectation ou dans plus d'un domaine d'activité, en particulier sur le terrain, est souhaitable
- Étendue et pertinence de l'expérience des aspects juridiques de l'alimentation et de l'agriculture, notamment en rapport avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les régimes fonciers, les forêts et les pêches
- Aptitude à effectuer des recherches et des analyses juridiques
- Aptitude à rédiger des rapports clairs et concis et expérience de la formulation de textes juridiques (instruments législatifs et réglementaires)
- Étendue et pertinence de l'expérience de la mise en œuvre de projets d'assistance technique en rapport avec la législation nationale

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - engagement envers l'Organisation, respect de chacun, intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Les candidats doivent savoir se servir d'un ordinateur et avoir une bonne maîtrise du traitement de texte.
- Dans le cadre de la procédure d'évaluation, les candidats pourront être soumis à un examen, qui sera suivi d'un entretien axé sur les compétences.
- Les candidatures feront l'objet d'un premier tri sur la base des renseignements indiqués dans le formulaire en ligne (iRecrutement) (voir la section ci-après *Comment présenter sa candidature*). Il est fortement recommandé aux candidats de s'assurer que les renseignements indiqués sont exacts et complets, notamment en ce qui concerne les emplois occupés, les diplômes et les connaissances linguistiques.
- Prière de noter que la FAO ne prend en considération que les titres universitaires et diplômes délivrés par un établissement reconnu figurant sur la liste de l'Association internationale des universités/UNESCO.
- Des postes analogues de la même classe pourront être pourvus au moyen du présent avis de vacance et les candidats retenus pourront être inscrits dans le fichier de candidats de la FAO pendant une période de deux ans.
- Il pourra être demandé aux candidats de fournir des évaluations de leur comportement professionnel

RÉMUNÉRATION

L'Organisation offre une rémunération (traitement et indemnités) compétitive. Pour tout renseignement sur les traitements, indemnités et autres prestations relevant du régime commun des Nations Unies, voir: <http://icsc.un.org/rootindex.asp>

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour présenter une candidature, veuillez remplir le formulaire en ligne que vous trouverez sur le site iRecrutement <http://www.fao.org/employment/irecruitment-access/fr/>. Seules les candidatures reçues par l'intermédiaire de iRecrutement seront prises en considération.

Les candidats sont priés de joindre une lettre de motivation au formulaire en ligne.

Les avis de vacance de poste seront retirés du site iRecrutement à 23 h 59 (heure d'Europe centrale) le jour de la date limite de dépôt des candidatures. Il est recommandé aux candidats d'enregistrer leur candidature bien avant la date limite.

Pour toute question ou toute demande d'aide, s'adresser à: iRecruitment@fao.org

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR